

Histoire postcoloniale

Matthew GRAVES

La peinture murale de la gare de Redfern, à Sydney, est emblématique des tensions qui traversent l'histoire postcoloniale de l'Australie. Peinte en 1983, cette composition représente deux pieds noirs sur un sol blanc parcouru par le serpent arc-en-ciel et survolé de la légende : « *40 000 ans est un long moment, 40 000 ans toujours au premier plan* ». Par-dessus le mur se dressent les gratte-ciels du centre des affaires de la première ville d'Australie, un horizon de modernité et de prospérité qui tranche avec le délabrement de ce quartier aborigène où en 1992 le Premier ministre travailliste Paul Keating prononça son célèbre discours reconnaissant, seize ans avant les « excuses » officielles de Kevin Rudd, les crimes commis contre les peuples indigènes au nom de la colonisation.

Depuis lors, la chronologie du premier peuplement du continent s'est allongée de 25 000 ans au gré des découvertes archéologiques. Ainsi, le gouffre entre les deux histoires de l'Australie – les 65 000 ans de la présence aborigène et les deux siècles depuis la colonisation européenne – n'a eu cesse de se creuser. Historiens et politiques s'affrontent dans « les guerres de l'histoire » sur la place à accorder dans le récit national à un passé aborigène qui reste inséparable du présent dans une terre partagée. En effet, loin d'être vouée à la disparition comme on le supposait au XIXe siècle, la population aborigène a rebondi de 67 000 en 1901 à 534 000 en 2001, soit 2,3 % d'un ensemble ethniquement diversifié. Dans sa politique de réconciliation envers cette minorité, Keating s'est appuyé sur les révélations d'Henry Reynolds sur les massacres d'Aborigènes commis par des colons au cours des « guerres de la frontière ». En refusant de concrétiser l'apologie de la nation, son successeur libéral John Howard reprit à son compte le conservatisme de Geoffrey Blainey pour qui l'histoire de l'Australie ne devait porter le « brassard noir », et il raviva le mythe national militarisé d'Anzac, tout en obtenant le maintien de la couronne lors du référendum sur la république de 1999.

Dans ce contexte, où situer le début de l'ère postcoloniale est devenu un enjeu historiographique à double versant, conditionnant la politique extérieure et intérieure de l'Australie. C'est ainsi que, soucieux d'éviter une répétition de la « journée de deuil » aborigène qui a marqué les 150 ans de l'*Australia Day* en 1938, le gouvernement travailliste de Bob Hawke a relativisé la part de l'héritage britannique lors des célébrations du Bicentenaire en 1988, préférant mettre l'accent sur les deux mille générations antérieures et la diversité d'une Australie multiculturelle. En dépit du transfert de l'autorité gouvernementale de Westminster vers l'Australie en 1986 (affirmation de la compétence législative et constitutionnelle australienne à l'exclusion désormais de celle du parlement britannique), Hawke peinait à démarquer l'Australie moderne de son histoire coloniale, car la lente marche de cet ancien dominion vers l'indépendance n'admet pas d'année zéro consensuelle. Son prédécesseur, Gough Whitlam, avait tenté sans convaincre de situer le hiatus fondateur dans la rébellion des chercheurs d'or d'Eureka en 1854 ; Paul Keating ne réussit pas plus en proposant l'an 1942, même si la chute de Singapour avait précipité l'adoption tardive du Statut de Westminster par un Parlement australien moins préoccupé de l'indépendance du pays que de l'état d'urgence face à la menace d'une invasion japonaise. Le fait d'armes australien à Gallipoli le 25 avril 1915 reste la fête nationale officieuse, mais sa commémoration ne parvient pas à articuler une vision inclusive et consensuelle de la nation postcoloniale.

Si « le tournant vers l'Asie » entamé par le gouvernement de Whitlam a sonné le glas pour « l'Australie blanche » et 70 ans de politique d'immigration fondée sur la peur de l'Autre, il est indissociable des réformes des années 60 et 70 en faveur de la reconnaissance des droits des Aborigènes (le droit de vote en 1962, le référendum fédéral de 1967 instaurant le recensement des Aborigènes et la

compétence de la Fédération d'imposer ses lois dans l'ensemble des États-membres, la loi contre la discrimination raciale de 1976, la restitution des droits fonciers à partir de 1976) qui ont contribué à décoloniser l'Australie, y compris dans les esprits. Mais c'est la reconnaissance de la survivance des droits fonciers autochtones dans l'affaire *Mabo* (1992) qui, en renversant la doctrine de « *terra nullius* » sur laquelle était fondée la colonisation, a tourné la page de l'ère coloniale et fondé l'espoir d'une nouvelle génération d'historiens de voir l'Australie enfin réconciliée avec la longue durée de son histoire.